

Publié le 27 novembre 2012

Tarbes : Une Sem pour pérenniser l'abattoir

Maillon indispensable de la chaîne alimentaire en Hautes-Pyrénées, l'abattoir de Tarbes a retrouvé un nouveau souffle depuis sa transformation en Société d'économie mixte, en regroupant des opérateurs clés, comme le groupe Arcadie et la Sica.



C'est un nouvel élan qui a été donné à l'abattoir de Tarbes. Après son sauvetage en 2001, la ville des Hautes-Pyrénées a décidé, en mai 2011, d'abandonner sa gestion en régie municipale en faveur d'une Sem. L'objectif est d'asseoir la rentabilité de la structure, tout en doublant à terme les moyens de production et ses effectifs. Pour réussir ce tour de force dans un marché difficile, la Ville s'est entourée de partenaires solides dans la nouvelle société d'économie mixte.

Parmi eux, les chambres consulaires, des établissements bancaires, mais aussi les trois principaux usagers du site : Découpe de l'Adour, la Sica pyrénéenne de bétail et viande, et Arcadie Sud-Ouest. Ce dernier, acteur majeur de la transformation de la viande dans la région, est considéré comme un atout de poids pour soutenir l'expansion et apporter de nouveaux débouchés à l'abattoir. Spécialisé à 80 % dans le porc, et à 20 % dans les ovins et bovins, la structure bénéficie également de l'engouement des consommateurs pour le porc noir de Bigorre, l'une des spécialités locales, et du transfert de l'activité porcine de l'abattoir d'Auch (Gers).

Un maillon indispensable

« L'abattoir est un outil important dans le développement économique local, maillon indispensable entre producteurs et distributeurs », commente Gérard Trémège, président de la [Sem](#), maire de Tarbes, président de la communauté d'agglomération du Grand Tarbes, et conseiller régional de Midi-Pyrénées. L'élus est l'un des acteurs clés du renouveau de l'abattoir qui avait échappé de peu à la fermeture en 2001 pour cause de déficit chronique. Seule l'intervention des collectivités locales avait alors permis de remettre à flot la structure et de sauver ses 30 emplois. « Les trois millions d'investissements avaient, à l'époque, permis une importante mise aux normes, de relancer la production et de retrouver un équilibre financier », se souvient Gérard Trémège.

Mais les nouvelles réglementations européennes imposent à nouveau aujourd'hui deux à trois millions d'euros d'investissements. « Ce qui implique une nouvelle stratégie de développement que la Sem, avec ses actionnaires, peut apporter ». La montée en puissance se fera progressivement, avec 20 000 tonnes de viande d'ici cinq à six ans, contre 7 500 aujourd'hui. Une nouvelle dynamique est en marche.